**Mobilisation : l’ultime charge**

Le week-end sera déterminant pour la lutte contre la réforme des retraites. Pour le front syndical, c’est une nouvelle occasion d’élargir le mouvement avant la possible adoption de la réforme au Sénat. De son côté, le gouvernement, inflexible, pourrait passer en force avant les blocages.

PAR ÉLODIE AUFFRAY CORRESPONDANTE EN BRETAGNE, CÉCILE BOURGNEUF ET FRANTZ DURUPT PHOTO CYRIL ZANNETTACCI. VU

Quatre jours après avoir établi un nouveau record de mobilisation dans les rues de France avec 1,28 million de manifestants recensés par le ministère de l’Intérieur (3,5 millions d’après le décompte de la CGT) contre le projet de réforme des retraites, l’intersyndicale unissant l’ensemble des organisations des salariés remet ça ce samedi. Cette septième journée de mobilisation sera rapidement suivie d’une huitième, avec un appel à manifester et à faire grève le jour de la commission mixte paritaire où députés et sénateurs élaboreront la version finale du texte, probablement le mercredi 15 mars. Alors que le débat entre dans sa dernière ligne droite au Parlement, les opposants au projet du gouvernement, échauffés par les débats au Sénat et le recours du gouvernement au «vote bloqué», promettent de monter d’un cran. A l’instar de la CGT Energie qui dénonce un «49.3 déguisé», carburant d’une «escalade de la colère». Mais si plusieurs secteurs sont depuis plusieurs jours en grève reconductible, d’autres n’ont pas encore passé le pas, quand certains, alors que l’inflation tape à plein régime au porte-monnaie, ne peuvent se le permettre. A la gare de Lyon, dans les salles de profs et devant une usine agroalimentaire, Libération est allé à la rencontre de travailleurs qui, chacun à leur manière, se mobilisent contre la réforme.

**Les cheminots**

**«Même si on doit finir à genoux, il faut qu’on y aille»**

Quatrième jour de grève reconductible à la gare de Lyon à Paris. Abrités du vent humide dans un hangar peuplé de transpalettes, les 60 agents et salariés réunis vendredi matin en assemblée générale s’apprêtent à voter, à la quasi-unanimité, la reconduction du mouvement jusqu’à lundi matin, 11 heures. Au micro, les représentants syndicaux tentent de lever les doutes et les hésitations qui peuvent germer dans les esprits. «Cette dernière ligne droite, même si on doit finir à genoux, il faut qu’on y aille», harangue Fabien Villedieu, représentant SUD rail. Des cheminots sont en effet entrés dans cette grève reconductible avec une crainte : celle de porter le mouvement social sur leurs seules épaules ou presque, comme durant l’hiver 2019-2020, contre la précédente réforme des retraites d’Emmanuel Macron.

Trois ans plus tard, certains grévistes, comme Laëtitia, agent d’escale entrée en 2006 à la SNCF, conservent de ce mouvement de «super bons souvenirs». «Je l’ai fait de bout en bout, du 4 décembre au 5 février», se souvient-elle, évoquant ces journées où elle arrivait sur le piquet de grève à 6 heures du matin et ne rentrait pas chez elle avant 20 heures. Mais il subsiste chez d’autres une certaine amertume. Un contrôleur de train, qui choisit «Bruce Wayne» comme nom d’emprunt, évoque un sentiment partagé par d’autres : «Quand on est en grève, qu’on marche dans la rue et qu’on voit tous les magasins ouverts… Ça ne passe pas.» Audoin, aiguilleur à la SNCF depuis vingt ans, se souvient d’un rassemblement au Trocadéro, en février, où des salariés d’autres secteurs mobilisés disaient aux cheminots : «C’est comme d’habitude, vous donnez le tempo.» Sauf que «les collègues cheminots ne veulent plus perdre de la thune et voir que les autres nous attendent», relève Audoin. Parfois des passagers disent au contrôleur cité plus haut : «Quand vous faites grève, vous ne perdez pas d’argent.»«C’est du fantasme», leur répond-il. Car, relève Laëtitia, les caisses de grève «ne comblent pas la perte financière».

Parmi les cheminots mobilisés, tout le monde ne voit pas d’un même œil le fait que la grève soit moins suivie ailleurs. Quand on évoque les secteurs du BTP ou de l’agroalimentaire, où des représentants syndicaux disent la difficulté à mobiliser les salariés plusieurs jours d’affilée, «Bruce Wayne» rétorque, sévère : «Les gens font le choix de garder leur confort. Il faudra qu’ils acceptent de bosser deux ans de plus.» Béranger Cernon, responsable CGT Cheminots sur le secteur Paris Sud-Est, se montre plus compréhensif. Il parle de la «précarité salariale, l’intérim, les CDD, les bas salaires…» Mais il croit aussi qu’«à partir du moment où il y a une volonté de se battre, on peut le faire. Il y a des solutions».

Durant l’assemblée générale, Nico, chasuble SUD rail sur le dos, a pris la parole pour contester une «petite musique» qu’il a entendue chez des collègues : celle selon laquelle les cheminots ne sont «pas la locomotive» du mouvement. «Je vais vous donner un scoop, a-t-il répondu : Si, on est la locomotive, on est une des locomotives. Une de celles qui, quand elles s’arrêtent, ça se voit tout de suite. On n’a pas le choix.» Et puis cette fois-ci, tout de même, les cheminots peuvent se sentir moins seuls. Au micro, Fabien Villedieu l’affirme : «La locomotive de cette mobilisation, ce n’est pas la SNCF. Ce sont les raffineurs. Ce sont les copains de l’énergie. C’est ce que voulaient les cheminots, eh bien, c’est ce qu’on a !»

**Les enseignants**

**«C’est une mobilisation assez exceptionnelle»**

Il n’avait rien vu venir. Après les vacances scolaires, Benjamin Grandener, cosecrétaire du Snuipp-FSU dans le Rhône, ne s’attendait pas à comptabiliser 60 % de professeurs des écoles grévistes dans le département mardi. Encore moins à voir défiler des centaines de profs. La preuve, l’enseignant n’avait même pas prévu de camion pour le cortège de la manif lyonnaise. «Je pensais que le redémarrage serait plus difficile mais il n’y a pas eu d’érosion, ce qui montre une forme de combativité étonnante», remarque-t-il.

Pour cette sixième journée de mobilisation, les deux principaux syndicats du primaire et du secondaire ont aussi annoncé, à l’échelle nationale, des taux de grévistes d’au moins 60 %. Si le ministère de l’Education nationale le juge deux fois moins important, cela reste le deuxième plus gros chiffre depuis le 19 janvier. «C’est une mobilisation assez exceptionnelle qui montre un profond mécontentement des enseignants, relève Laurent Frajerman, spécialiste des politiques éducatives, chercheur associé au Centre de recherche sur les liens sociaux (Cerlis) à l’université Paris-Cité. Mais cela ne débouche pas pour autant sur un durcissement de leur mouvement.»

Les profs suivent massivement le tempo fixé par l’intersyndicale nationale, sans pour autant participer aux assemblées générales, ni se lancer dans des grèves reconductibles. «Ils se retrouvent parfaitement dans ce rythme et l’idée n’est pas de casser ce qui fonctionne bien», justifie Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU. Elle l’admet, «il faut tenir financièrement, ce qui n’est pas évident pour les profs qui attendent toujours d’être revalorisés». Ici et là, des enseignants ont tout de même lancé des grèves reconductibles. Cela concerne surtout des établissements historiquement mobilisés. C’est par exemple le cas du lycée Pablo-Picasso à Avion (Pas-de-Calais), un petit établissement de la banlieue lilloise où près de 40 % des enseignants sont en grève reconductible depuis mardi et sans date limite, sans avoir encore constitué de caisse de grève. «Ces grèves reconductibles permettent de mener des actions localisées avec distributions de tracts, tournées d’établissements pour convaincre les collègues ou blocages interprofessionnels», note Elodie Boussarie, de SUD éducation dans les Bouches-du-Rhône. Il y a des astuces pour tenir sur la durée. Pour contourner l’arrêt Omont, qui permet aux administrations de retirer la paie du week-end des fonctionnaires en grève les vendredis et lundis, les quinze grévistes de l’école La Busserine, dans les quartiers Nord de Marseille, comptent enseigner le lundi.

Même idée au lycée Laure-Gatet à Périgueux, en Dordogne, où les professeurs lancent une grève tournante dès la semaine prochaine, les mardis et jeudis. «Une dizaine de profs ont déjà dit oui et on table sur vingt de plus avec la mise en place d’une caisse de grève parce que, contrairement au privé, on n’a pas le droit de faire juste une heure de grève. On perd forcément notre journée», pointe Sophie Bernard-Hamon, professeur d’arts plastiques et syndiquée Snes-FSU. Avec ses collègues, elle a aussi décidé de faire grève les 20 et 21 mars, jours des épreuves de spécialité du bac pour dénoncer la réforme Blanquer. Les syndicats le reconnaissent : difficile de prédire la suite. «La grève reconductible ne correspond pas à la culture des enseignants, réticents à faire trop longtemps grève, notamment pour leurs élèves, remarque Laurent Frajerman. Mais l’idée d’un sprint final reste toujours envisageable, parce que tout se joue maintenant.»

**Les salariés des abattoirs**

**«On n’arrive déjà pas à 60 ans !»**

Quelqu’un a ramené son gril pour les merguez, une petite table de jardin et sa remorque de voiture, pour accrocher un grand drap blanc peint en lettres rouges : «Non à la retraite à 64 ans». Mardi, pour la sixième journée de mobilisation contre la réforme, les ouvriers de l’abattoir Socopa, à Guingamp, ont préféré organiser un «barbecue revendicatif» devant leur usine, plutôt que de rejoindre les rangs du cortège local.

Les délégués syndicaux ont lancé un appel à débrayer, entre un quart d’heure et une journée. Sur la centaine d’ouvriers que compte cet abattoir bovin, filiale du groupe Bigard, environ 40 sont passés au piquet. Puis mercredi, le travail a repris. Une mobilisation qui peut sembler modeste, mais qui est ici exceptionnelle : dans l’agroalimentaire, pourtant premier employeur industriel du pays, «la culture syndicale est beaucoup moins forte et on n’a pas des salaires qui nous permettent de partir en grève à tire-larigot», souligne David Michel, délégué CGT central de cette filiale.

Il arrive parfois que les ouvriers de Socopa s’arrêtent une heure, sur une revendication interne. Mais participer aux mouvements nationaux est bien plus rare. Déjà, lors des deux premières journées de mobilisation en janvier, une quarantaine de salariés sont allés défiler : un record pour la boîte, selon David Michel. Face à l’essoufflement constaté en février, les syndicalistes ont opté pour un débrayage sur place, à la carte, pour que chacun puisse participer à sa mesure. Une façon aussi de faire entendre la voix singulière des salariés de l’agro très touchés par l’usure professionnelle. «On voulait montrer que, dans les abattoirs, on ne comprend pas cette réforme lunaire», résume David Michel. «Dans un cortège, on est un peu noyés, ajoute son camarade cégétiste, Bruno Ladrait.

Ici, personne ne s’imagine tenir jusqu’à 64 ans. «On n’arrive déjà pas à 60 ! Les gens sont fatalistes, ils se disent qu’ils seront jetés avant parce qu’ils seront cassés», tranche l’élu, qui souligne que «ça fait bien longtemps qu’on n’a pas fêté de départ en retraite».«On pousse, on tire, on appuie sur les couteaux, on s’abîme les articulations… On est tous habitués à souffrir, à avoir six mois de tendinite dans l’année. Mais on serre les dents, parce qu’on perd trop d’argent si on se met en arrêt : entre les trois jours de carence et les primes de transport, de déjeuner, de salissure…» explique David Michel qui, à 43 ans, officie à la chaîne d’abattage depuis vingt-deux ans.

«Ce sont des métiers physiques, avec des cadences à suivre, des charges à porter… 62 ans, c’était déjà pas mal !» trouve Chantal, employée au conditionnement. A 58 ans, chez Socopa depuis 1990, elle a déjà été opérée d’une épicondylite au coude, identifiée comme maladie professionnelle, et souffre maintenant d’une bursite à l’épaule, «plus longue» à faire reconnaître. Pas de quoi s’arrêter, selon elle, «parce que ce sont des douleurs supportables» et que «ça fait une perte de salaire». Alors, les grèves, l’ouvrière les pèse soigneusement : mardi matin, elle a travaillé de 7 heures à 10 heures, avant de quitter son poste pour rejoindre le barbecue. Elle recommencera s’il le faut, mais «pas toute une journée».

Bruno Ladrait ne se fait pas d’illusion : «On peut appeler à la reconduction mais, financièrement, les gens ne suivront pas. Et ce n’est pas parce qu’on arrête ici qu’on va manquer de viande à Saint-Brieuc, on n’a pas les moyens de pression des raffineries. Ici, pour envoyer les gens en grève, il faut qu’il y ait un sens et être sûr de gagner quelque chose.»

**Dans le sprint final, l’intersyndicale en quête d’un second souffle**

Forts du succès de la mobilisation de mardi, les syndicats appellent à manifester ce samedi. Mais les centrales cherchent comment donner un nouvel élan au mouvement.

FRANTZ DURUPT, STÉPHANIE HAROUNYAN (À MARSEILLE) ET ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER

Quand des sportifs français battent des records, Emmanuel Macron aime à les recevoir à l’Elysée. Quand ce sont des syndicalistes, ça le tente moins. Quatre jours après avoir réuni 1,28 million de manifestants (selon l’Intérieur) dans les rues de France contre le projet de réforme des retraites, un record donc, l’intersyndicale a essuyé vendredi un refus du Président, à qui elle avait demandé d’être reçue «en urgence». Macron a répondu qu’il souhaite «préserver» le «temps parlementaire», le texte étant encore examiné au Sénat. «Pour le pouvoir, le bras d’honneur est à la mode», a réagi la CGT. «Triste mépris», a tweeté Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT.

Dans ces circonstances, les organisations de salariés n’ont aucun motif de ne pas remettre le couvert. Samedi, elles appellent à manifester pour la septième fois depuis le 19 janvier. Et pour la deuxième fois, elles ont choisi ce jour de la semaine, afin que davantage de personnes défilent sans y sacrifier une part précieuse de leur salaire. Corollaire : il ne s’agit plus de «mettre la France à l’arrêt», qui était le mot d’ordre mardi. De quoi troubler certains. «On a mis la France à l’arrêt, et après, on revient comme avant ? Ça n’a aucun sens», estime Frédéric Michel, de SUD rail, à Marseille. Il n’a pas vraiment apprécié que le communiqué de l’intersyndicale publié mardi soir ne mentionne pas ceux en grève reconductible. «On aurait aimé qu’il y ait juste une phrase.»

«Cultures». De fait, même si elle appelle à «poursuivre et amplifier le mouvement», l’intersyndicale n’a toujours pas écrit le fameux mot «reconductible». Et il est peu probable que cela arrive : «Depuis le début, on sait que l’intersyndicale n’appellera pas à la grève reconductible, parce qu’on a toutes et tous des façons de construire un peu différentes», admet Simon Duteil, le codélégué général de Solidaires, qui souhaite installer le mouvement dans la durée. De l’autre côté du spectre syndical, Laurent Berger assume de ne pas aller plus loin au plan national. Question de «cultures syndicales», explique-t-il : «La CFDT est une organisation de travailleurs de la deuxième ligne. Ceux-là ne sont pas dans des logiques de grève reconductible. Ça se décide dans les équipes syndicales, dans les secteurs professionnels, sûrement pas par un bouton sur lequel on appuierait.»

Une analyse validée par son homologue de la CGT, Philippe Martinez, sans que cela empêche plusieurs fédérations cégétistes de s’engager dans des mouvements plus percutants. Des grèves reconductibles sont ainsi en cours dans les transports, les raffineries, l’énergie, les ports, avec pour objectif assumé, dixit Emmanuel Lépine de la CGT chimie, de «mettre l’économie à genoux». Les grévistes de la raffinerie TotalEnergies à Donges (Loire-Atlantique) seront en grève au moins jusqu’à jeudi. Quant aux portuaires et aux dockers, la fédération nationale CGT a annoncé une nouvelle session de grève de 72 heures à compter de mardi.

Si la CFDT désapprouve le principe des «blocages», dont elle craint qu’ils retournent une opinion pour le moment favorable au mouvement social, rien n’indique que cela menace l’unité syndicale : «On a commencé ensemble cette mobilisation, on a tenu au-delà de nos divergences, et on finira ensemble», disait encore Laurent Berger mardi. Mais il reste à voir comment le mouvement social va tourner. Au sein des secteurs les plus mobilisés, certains n’ont plus envie de faire grève pour les autres. «On a laissé des plumes en 2019 et 2020», lors du mouvement contre la précédente réforme des retraites, confiait jeudi matin, sur le piquet de grève de l’incinérateur de déchets d’Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), un adhérent de la CGT RATP venu en soutien. «Plusieurs d’entre nous ont été dans le rouge, ont manqué de perdre leur appartement, ont failli divorcer.»

«Il n’y a pas de grève par procuration, tout le monde doit prendre sa part», répète depuis le début de la mobilisation Pascal Galéoté, secrétaire général de la CGT du port de Marseille. Et «prendre sa part», préviennent les syndicats, ne peut se limiter à verser son obole à une caisse de grève. Pour Frédéric Michel, «le durcissement viendra de ceux qui, dans leurs entreprises respectives, seront en reconductibles. Et pour ceux qui le sont déjà, il faut montrer qu’on n’est pas chacun dans son coin pour étendre la mobilisation». C’est le sens de plusieurs actions menées localement ces derniers jours. Mercredi matin, une vingtaine de militants, notamment des personnels de l’éducation, ont bloqué temporairement, avec des poubelles, les entrées et sorties d’un dépôt de bus et tramway de la Régie des transports métropolitains, perturbant le réseau marseillais. Rebelote jeudi, à midi, gare Saint-Charles cette fois : quelque 400 manifestants ont occupé durant une heure les rails, interrompant le trafic. Si les cheminots ont accompagné les participants, là encore ce sont des profs qui étaient à la manœuvre.

«Représailles». Mais comment aller plus loin ? Comment embarquer les millions de salariés des services, du commerce, du BTP ou de l’agroalimentaire ? Plusieurs responsables syndicaux de ces secteurs l’admettent : pour ces travailleurs, c’est à peine si la question de la reconductible se pose. Les ouvriers du bâtiment, qui sont souvent d’origine étrangère et envoient une partie de leur salaire à l’étranger pour nourrir leur famille ? «C’est une population assez résignée», reconnaît Samir Bairi, secrétaire national à la CFDT construction. S’il se réjouit que des chantiers aient été perturbés par des débrayages le 7 mars, notamment en Picardie, il ne se voit pas «réussir 70 % de mobilisation pendant cinq journées d’affilée».

Chez Casino, Jean-Claude Gustinelli, délégué CGT à Plan-de-Campagne, près de Marseille, a mis les bouchées doubles pour convaincre le personnel de débrayer au moins une heure mardi, histoire de marquer le coup. «Le refaire ? Je ne pense pas, prévient-il. La peur des représailles, l’impact sur des salaires déjà au plancher…» Ce n’est pourtant pas «l’entrain» qui fait défaut, remarque Christian Crétier, secrétaire fédéral de la FGTA-FO, qui couvre l’agroalimentaire : «certains ont loué des bus au niveau de l’entreprise» pour se rendre en manif. «Ça, je ne l’avais jamais vu.» Mais, en même temps, «les gens sont investis dans leur usine. La reconductible, il ne faut pas trop leur en demander. Ils font ce qu’ils peuvent, parfois au-delà de leurs moyens».

**Flottement**

PAR PAUL QUINIO

Le grand flottement. Alors que le très chaotique parcours parlementaire du texte visant à réformer les retraites entrera après ce week-end dans sa dernière ligne droite, il se dégage chez chacun des acteurs majeurs de la crise en cours - exécutif, syndicats, opinion - comme un parfum de flottement. Le Président, son gouvernement, sa majorité naviguent à vue depuis un bon moment. Leurs hésitations tactiques, leur argumentation approximative et une communication cacophonique donnent depuis le premier jour le sentiment d’un cap certes fixé sur le report de l’âge légal à 64 ans, mais sans chemin clair pour y arriver. C’est toujours le cas à l’heure du money time, alors que le coup de sifflet final s’apprête à retentir : la fragilité de son deal avec la droite continue de donner à l’exécutif des sueurs froides. Qu’il doive recourir pour faire adopter sa réforme à un 49.3 de plus n’est pas à exclure. Les voies d’adoption du texte restent en tout cas pour l’heure impénétrables.

Les syndicats eux aussi, paradoxalement, flottent. Ou plutôt vont entrer dans une période de flottement. Ils ont depuis le début, dans un quasi sans faute de l’intersyndicale, tenu leur cap. Et les manifestations organisées ce samedi devraient en apporter une preuve de plus. Mais ils savent que pour eux aussi l’heure du money time approche, et malgré les mobilisations «historiques» enregistrées depuis le début, leur situation n’est pas si confortable. Comment gérer un succès qui pour l’instant n’a rien changé ? Durcir le mouvement est pour certains une option, mais elle n’a rien d’évident. Ce qui se passe depuis une semaine le prouve. Si cela bloque ici et là, la France n’est pas à l’arrêt, loin de là. Cela nécessite d’avoir du temps devant soi ? Les syndicats n’en ont pas. Le dilemme syndical s’explique en partie par le flottement du dernier acteur de cette crise : l’opinion publique. Elle aussi hésite entre un rejet de la réforme qui ne se dément pas, et un fatalisme ancré qu’elle finira par être adoptée. C’est vrai depuis le début. Cela n’a pas bougé. Une sorte d’indécision qui se serait cristallisée, malgré des semaines de conflit… Les cortèges de ce week-end y changeront-ils quelque chose ?

**Au Sénat, le «vote bloqué» provoque une gauche à bloc**

Après l’activation de l’article 44-3 pour accélérer les débats, les groupes de gauche ont décidé de continuer de défendre leurs amendements, même s’ils ne seront pas pris en compte.

DOMINIQUE ALBERTINI, VICTOR BOITEAU ET SACHA NELKEN

«En fait, vous êtes très prévisibles.» Jeudi soir, dans l’hémicycle du Sénat, la présidente du groupe communiste, Eliane Assassi, demande la parole. Quelques dizaines de minutes plus tôt, Olivier Dussopt, le ministre du Travail, a annoncé l’utilisation de l’article 44 alinéa 2 de la Constitution pour accélérer les débats en faisant sauter des amendements déposés par la gauche. Alors, forcément agacée, l’élue n’épargne pas l’exécutif. «Ce que vous faites est, pour nous, un signe de faiblesse politique et de fébrilité, grince-t-elle. Et pourquoi pas demain l’article 44-3 ?», interroge-t-elle.

Le gouvernement ne s’est effectivement pas privé de recourir à ce nouvel outil. Vendredi, alors que les sénateurs poursuivaient l’examen de l’article 9 de la controversée réforme des retraites, Dussopt a déclenché l’article 44-3. Celui qui l’autorise à demander au Sénat de «se \[prononcer] par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion, en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par le gouvernement». Terminé, donc, les votes sur chacun des nombreux amendements déposés par la gauche. Les élus de la Chambre haute ne se prononceront qu’une seule fois à la fin de l’examen du projet. Pour dire si, oui ou non, ils valident l’ensemble du texte, y compris les articles 9 à 20 sur lesquels ils n’avaient pas pu encore s’exprimer vendredi en fin de journée.

«Obstruction». Face à ce qu’elle qualifie de «coup de force», la gauche enrage. Et le fait savoir dans une série de rappels au règlement. «Les Français doivent savoir que c’est un coup d’Etat que vous venez de déclencher ici au Sénat. Vous allez tristement marquer l’histoire», lance la sénatrice PS Sabine Van Heghe. «Après l’obstruction silencieuse, vous avez utilisé l’obstruction réglementaire. Vous êtes allé chercher ce bouquin au fin fond d’une armoire poussiéreuse», dénonce le communiste Fabien Gay. Après avoir laissé la gauche parler, le ministre du Travail minimise le côté explosif de son utilisation du «vote bloqué».«J’ai entendu "coup de force", "bâillon", "censure", "régime illibéral", "coup d’Etat"… Je crois que ce n’est pas adéquat quand on met en œuvre une procédure prévue par la Constitution», explique-t-il rappelant qu’en 2013, Michel Sapin a déclenché le même article sur le projet de loi sur la sécurisation de l’emploi. Le patron du groupe LR, Bruno Retailleau, rejette, lui, la faute sur la gauche : «La cause, c’est vous, c’est votre obstruction», déclame-t-il.

Après l’indignation, voilà la gauche contrainte de réagir. «Il faut qu’on se réorganise, qu’on regarde ce que l’on fait concernant les prises de paroles, etc.», souffle le socialiste Rémi Cardon dans les couloirs du palais du Luxembourg. Car si aucun des amendements des écologistes, socialistes et communistes n’a été conservé par le gouvernement pour le vote final, leurs auteurs gardent le droit de les défendre dans l’hémicycle. «C’est un débat sans intérêt car l’on ne peut plus discuter avec le rapporteur ou le gouvernement, mais on doit faire le travail jusqu’au bout en présentant tous nos amendements, cela permet au moins de dire des choses sur leur réforme», estime le communiste Pierre Ouzoulias. Une stratégie validée lors de la pause déjeuner par les trois groupes de gauche dans une réunion commune. «Nous allons continuer à siéger, nous n’abandonnerons pas les Français», confirme le patron du groupe socialiste, Patrick Kanner.

Grapiller. C’est qu’après avoir tout fait pour empêcher que l’article 7 (qui passe l’âge légal de 62 à 64 ans) ne soit voté avant la mobilisation de mardi, la gauche veut désormais tenter d’empêcher le vote du projet de loi avant la clôture des débats prévue dimanche à minuit. Une façon de ne pas donner une légitimité parlementaire au texte gouvernemental, que l’Assemblée n’avait déjà pas eu le temps d’adopter. «On utilisera tous les moyens qui sont à notre disposition», assure l’écologiste Guillaume Gontard. A savoir, les présentations d’amendements donc, et les rappels au règlement qui permettent de grappiller un peu de temps. Même si «le chemin n’est pas simple», reconnaît la communiste Eliane Assassi.

Chose promise, chose due. Dès la reprise de séance de l’après-midi, les sénateurs de gauche multiplient les prises de parole pour du beurre. Pendant ce temps-là, dans les rangs clairsemés de la droite sénatoriale, on patiente en silence. Un bon résumé du week-end à venir. Car plus de 900 amendements restent à examiner avant le vote final. Ou plutôt, désormais, à être présentés.